

nous espérons ardemment que le Conseil pourra, après avoir obtenu le cessez-le-feu et le retrait des forces en présence, se mettre à la recherche de moyens pratiques d'instaurer de façon ordonnée un climat propice à la paix, à la sécurité et à la stabilité non seulement des nations directement en cause mais également de leurs voisins et de l'ensemble de la communauté mondiale.

Mais ce serait une grave erreur que de nous concentrer uniquement sur les hostilités en cours et de méconnaître les autres maux qui affligent cette région depuis si longtemps. Le Canada a déjà déploré publiquement la violation des droits de la personne dans certaines parties de cette région. A l'instar de nombreuses autres nations, notamment celles de la région, il est consterné par l'exode continu de milliers de réfugiés que diverses raisons ont forcés à quitter leur patrie. Nous nous sommes efforcés et nous nous efforçons toujours d'alléger ce problème. Mais des mesures plus globales doivent être prises si nous voulons arrêter la violence, faire respecter la dignité humaine et atténuer les problèmes qui alimentent le flot des réfugiés. Les populations et les gouvernements du Vietnam, du Cambodge et du Laos ont davantage besoin de sympathie que de remontrances. Il faut les aider à développer le cadre politique qui leur permettra de vivre dans la paix et la sécurité. Il faut que notre soutien aux peuples des pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est dépasse l'aide humanitaire ponctuelle et les vagues paroles de réconfort. Ces pays ont droit de jouir d'une stabilité à long terme et la communauté internationale aurait tout intérêt à les aider à l'obtenir.

Le Canada est donc d'avis que le Conseil de sécurité et l'Organisation des Nations Unies doivent étudier prioritairement les modalités qui seraient les plus susceptibles de réaliser ces objectifs à long terme. Nous savons que des efforts ont déjà été déployés pour instaurer la paix dans la région. Nous savons également qu'il y a eu des échecs, et nous serions les derniers à sous-estimer les difficultés que présentera un tel effort de conciliation. Mais cet effort doit quand même être entrepris; avec de la bonne volonté et de la détermination, les pays immédiatement en cause, les nations voisines directement touchées et les autres puissances intéressées devraient pouvoir se concerter, dans un cadre approprié, en vue d'établir des conditions propices à la restauration de la paix et de la sécurité dans toute la région. A notre point de vue, le Secrétaire général est bien placé pour jouer un rôle utile dans ce processus, et nous conjurons les parties à accepter son offre d'aide.

A la lumière de ce que je viens de dire, nous espérons que le Conseil de sécurité pourra demander au Secrétaire général d'explorer de façon officieuse les conditions auxquelles les principaux intéressés accepteraient de participer à une réunion politique qui viserait à trouver des solutions politiques, acceptables de part et d'autre, aux litiges qui ont entraîné ces interventions militaires que nous déplorons aujourd'hui et qui doivent cesser.

---

S/C